



COMMUNIQUÉ

En dépit des intimidations annonçant le « chaos » et malgré la brutalité inouïe des violences policières organisées méthodiquement par le gouvernement, les unions régionales Ile-de-France (URIF) CGT, FO, FSU, Solidaires, avec l'UNEF, l'UNL et le MNL, se félicitent de la forte mobilisation de ce mercredi 1^{er} mai 2019, en particulier en région parisienne qui enregistre la plus importante manifestation de cette dernière décennie à l'occasion de la journée internationale des travailleurs.

Les URIF CGT, FO, FSU, Solidaires, avec l'UNEF, l'UNL et le MNL, apportent leur soutien total à tous ceux qui ont eu à subir les violences policières au cours de la manifestation parisienne.

Les URIF apportent en particulier leur soutien au service d'encadrement de la CGT qui a eu à faire face à des charges successives des forces de l'ordre, aux coups de matraque, aux tirs tendus de LBD, de gaz lacrymogènes et de grenades de désencerclement, aux canons à eau, tout comme à celui de FO, de la FSU et de Solidaires, qui ont eu à subir des affrontements violents avant même que la manifestation ne débute, entraînant une dizaine de blessés.

Les URIF réaffirment leur soutien aux dizaines de milliers de Gilets jaunes venus manifester avec les organisations syndicales aux cris de « *On est là pour les travailleurs ! On est là pour un monde meilleur !* », au péril, eux aussi, de leur intégrité physique.

Nous ne sommes pas dupes de la stratégie dangereuse ordonnée par le gouvernement qui, au prétexte de lutter contre les « casseurs », établit dans les faits un climat de terreur, visant à disloquer les cortèges syndicaux et interdisant en réalité toute possibilité de manifester démocratiquement, ce dans l'unique objectif de tenter de faire refluer les mobilisations sociales, ce qu'il n'est pas parvenu à faire jusqu'à présent, en témoigne la puissance de la manifestation parisienne de ce mercredi.

Les URIF condamnent avec la plus grande fermeté le dispositif décidé par le Préfet de police de Paris, qui a failli à la mission républicaine de garantir le droit à manifester, contrairement à ses déclarations, tout comme les mensonges du ministre de l'Intérieur sur le prétendu saccage de l'hôpital La Pitié Salpêtrière.

Parler de « dialogue social » dans ces conditions relève d'une véritable provocation. A l'inverse, les URIF exigent à nouveau que s'ouvrent immédiatement de véritables négociations à partir des revendications suivantes.

POUR :

- **L'ARRET IMMEDIAT DE LA REPRESSION POLICIERE** – Retrait total du projet de loi « anticasseurs »
- **La HAUSSE** immédiate du SMIC à 1800€ – **AUGMENTATION** générale des salaires et des pensions
- **La REVALORISATION** immédiate du point d'indice pour les fonctionnaires
- **La RÉINDEXATION** des salaires, des pensions et des retraites sur le coût de la vie
- **Le RETOUR** à la retraite à 60 ans à taux plein et **ABANDON** de toute réforme de retraite par points

CONTRE :

- **Les LOIS** « Rebsamen », « El Khomri », « Macron » qui cassent le droit du travail
- **LES REFORMES DANS L'EDUCATION** : Bac, lycée, lycée pro et projet de loi « Blanquer »
- **L'AUGMENTATION** des frais d'inscription pour les étudiants étrangers, la sélection à l'Université.

C'est notamment sur ces bases que les URIF appellent à agir, aux côtés des fédérations de fonctionnaires, pour renforcer la mobilisation unitaire jeudi 9 mai prochain.